

## 700 manifestants à Pau : les « oubliés du Ségur » ont fait une démonstration de force

Particulièrement suivi, le rassemblement de ce mardi montre le profond malaise des salariés du secteur social et médico-social.

Même les organisateurs, c'est-à-dire essentiellement la CGT (rejointe par l'Unsa, mais aussi des militants d'Ajir, du PC, etc.), ont été les premiers surpris !

Le rassemblement, qui s'est tenu dans le froid ce mardi matin depuis la préfecture, puis suivi d'une marche jusqu'au Conseil départemental, a rassemblé plus de 700 personnes.

« On ne s'y attendait vraiment pas ! » ont apprécié plusieurs participants qui, non sans humour, estiment représenter aujourd'hui « les trous dans la raquette » du Ségur de la Santé. Rappelons qu'on parle là d'un accord national ayant débouché sur une augmentation de 183 euros mensuels pour un million et demi de professionnels.

**Logique de « marchandisation »**  
Seulement voilà... « Les travailleurs sociaux, médico-sociaux, personnels d'Adapei, travaillant en Esat, les Peep, les maisons d'accueil spéciali-



Les « oubliés du Ségur » se sont fait entendre, mardi matin à Pau, avec plus de 700 manifestants. © A. BENOIST

sées... tout cela doit bien représenter près de 3 000 personnes « oubliées » dans le département », calcule David Retureau, délégué syndical d'Ajir et membre de la commission exécutive de la commission d'action sociale.

Ce sont eux qui, à bout et s'estimant « discriminés », battent désormais le pavé afin de réclamer une revalorisation salariale. Mais pas que.

« On demande justice et reconnaissance », s'exaspère Thierry qui affiche « un Bac + 3 » et évoque des métiers « devenus peu attractifs, le manque de moyens, un management erratique ». En milieu de carrière, sa rémunération plafonne « à 70 euros au-dessus du Smic ».

Plus loin dans le cortège, un autre « oublié du gouvernement qui pourrait ne revaloriser que 10 % du salariat », selon un

chiffre avancé par la CGT, parle de son quotidien au sein d'une structure dédiée à la protection de l'enfance.

Pour ce professionnel, « on est désormais dans une logique de marchandisation de la santé. Il faut continuer à faire plus ou moins du social, mais à moindre coût ». Il n'attendait, en fait, « pas grand-chose » de l'entrevue obtenue à la mi-journée, au Conseil départemental,

où était reçue une délégation syndicale.

Un exemple, parmi tant d'autres, était également apporté ce mardi par Nathalie, venue avec plusieurs collègues « manifester pour la troisième fois seulement de son carrière ».

### Maintenir la pression

Blouse blanche sur les épaules, cette salariée du SIAD de Pau, qui travaille depuis 23 ans, annonce un salaire mensuel net de 1 700 euros « avec deux dimanches travaillés par mois ». « À diplôme pourtant équivalent » par rapport à d'autres personnels du secteur privé ou en milieu hospitalier.

La jeune femme, qui « se pose des questions pour l'avenir » mais doit continuer à se lever chaque matin « car mon mari n'est pas riche ! », déplore péle-mêle le manque de bras, « de reconnaissance, d'attractivité du métier, etc. » Un grand classique, hélas...

Voula pourquoi, après cette démonstration plutôt réussie, les acteurs du secteur n'entendent pas relâcher la pression. De nouveaux rassemblements sont déjà prévus, afin « de mettre la pression », le 11 janvier prochain pendant la conférence nationale sur les salaires.

B.L.C.